

C. Functie van opvoeder, titularis ten minste van een diploma A2; de opvoeders die op 1 januari tewerkgesteld waren, worden gelijkgesteld met de titularissen van een diploma A2

Anciënniteit	aan 100 %	aan 80 %
0 - 4	1 017 000	813 600
5 - 9	1 088 000	870 400
10 - 14	1 159 000	927 200
15 - 19	1 290 000	1 032 000
20 - 24	1 373 000	1 098 400
25 - 28	1 498 000	1 198 400
29	1 580 000	1 264 000

§ 2. Deze bedragen worden eenmaal per jaar gerevalueerd naargelang de indexeringen.

Art. 4. De voorschotten berekend naar rata van 80 % van de toelage van het vorige jaar worden r.aandelijks gestort aan de opvangcentra die aan het bestuur in januari de lijst van het personeel van het vorige jaar laten geworden dat in aanmerking werd genomen voor de toepassing van het decreet, met zijn bevoegdheid, zijn statuut en zijn arbeidsstelsel.

De regularisatie van de toelagen van een verlopen burgerlijk jaar gebeurt in de loop van het tweede trimester van het volgende jaar nadat het bestuur de stukken heeft ontvangen die voorzien zijn in artikel 9 van het decreet van 27 oktober 1994 en de andere nodig geachte bewijsstukken.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995. Op deze datum heft het het besluit van 11 oktober 1983 op wat betreft de normen inzake subsidiëring van de opvangcentra. De normen voor de begeleiding voorzien in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 oktober 1983 blijven van toepassing zolang er geen beslissing tot erkenning werd genomen conform de normen voor het personeel voorzien in het voornoemd decreet.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid de forensische welzijnszorg behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 mei 1995.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Hulpverlening aan de Jeugd
en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

F. 95 - 2619

[S - C - 29349]

**12 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les modalités de subventionnement des maisons maternelles**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;
Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et notamment l'article 2;
Vu le décret du 22 décembre 1994 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1995 allocation de base 41.01.12 - Division organique 25 - Titre I;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 30 mars 1995;
Vu l'accord du Ministre du Budget du 6 avril 1995;
Vu l'avis du Conseil d'Etat du 14 avril 1995;
Considérant que les modalités actuelles de subventionnement des Maisons maternelles doivent être modifiées afin d'assurer une plus grande transparence financière et une plus grande équité entre les institutions;
Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Enfance et la Promotion de la Santé dans ses attributions;
Vu la délibération du Gouvernement du 2 mai 1995,

Arrête :

Article 1er. La maison maternelle a pour mission d'héberger toute mère ou future mère accompagnée de son (ou de ses) enfant(s), qui est temporairement incapable de résoudre ses difficultés physiques, psychologiques ou sociales et pour laquelle un hébergement et une guidance psycho-sociale s'avèrent nécessaires afin de la soutenir dans l'acquisition ou la récupération de son autonomie et de son insertion ou réinsertion sociale. La maison maternelle élabore un projet pédagogique adapté au jeune enfant et à sa mère.

Art. 2. L'hébergement a une durée maximale de 9 mois sauf dérogation dont les conditions et modalités sont déterminées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 3. L'Office de la Naissance et de l'Enfance fixe les capacités d'agrément des maisons maternelles.

Art. 4. La capacité maximale pour les enfants est calculée sur base de la capacité d'agrément multipliée par 1,5.

Art. 5. Pour être agréée, une maison maternelle doit remplir les conditions suivantes :

- accueillir toute mère ou future mère en crise accompagnée de son (ou de ses) enfant(s) 24 heures sur 24;
- disposer en permanence d'un éducateur qualifié ou d'une garde de nuit qualifiée;
- disposer d'une équipe pluridisciplinaire qualifiée dont les normes sont précisées à l'annexe 1.

Art. 6. Une maison maternelle peut organiser, après accord de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, un hébergement accompagné destiné à accueillir, après séjour en maison maternelle, toute mère ou future mère accompagnée d'un (ou de ses) enfant(s) afin de la préparer à vivre en autonomie grâce à l'aide d'une équipe pluridisciplinaire qualifiée dont les normes sont précisées à l'annexe 1.

Art. 7. L'Office de la Naissance et de l'Enfance intervient dans les frais d'hébergement des maisons maternelles agréées selon les taux déterminés ci-après :

1° Les maisons maternelles dont les frais de personnel afférents à l'année qui précède la liquidation de la subvention sont supérieurs à 70 % du montant total des dépenses courantes de la même année reçoivent :

a) une subvention forfaitaire journalière qui est fixée à :

— 1 465 francs par mère;

— 1 065 francs par enfant de moins de sept ans;

b) en ce qui concerne l'hébergement accompagné, le montant de la subvention forfaitaire journalière est fixé à :

— 1 178 francs par mère;

— 453 francs par enfant de moins de sept ans.

2° Les maisons maternelles dont les frais de personnel afférents à l'année qui précède la liquidation de la subvention sont inférieurs à 70% du montant total des dépenses courantes de la même année reçoivent :

a) une subvention forfaitaire qui est fixée à :

— 1 363 francs par mère;

— 1 065 francs par enfant de moins de sept ans;

b) en ce qui concerne l'hébergement accompagné, le montant de la subvention forfaitaire journalière est fixé à :

— 1 076 francs par mère;

— 453 francs par enfant de moins de sept ans.

Art. 8. Les maisons maternelles qui ne remplissent pas toutes les conditions définies à l'article 5 au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, disposeront d'un délai de 2 ans maximum pour s'y conformer.

En attendant la mise en conformité, l'Office de la Naissance et de l'Enfance intervient dans leurs frais d'hébergement à concurrence des taux déterminés ci-après :

1° Les maisons maternelles dont les frais de personnel afférents à l'année qui précède la liquidation de la subvention sont supérieurs à 70 % du montant total des dépenses courantes de la même année reçoivent :

une subvention forfaitaire journalière qui est fixée à :

— 1 363 francs par mère;

— 838 francs par enfant de moins de 7 ans.

2° Les maisons maternelles dont les frais de personnel afférents à l'année qui précède la liquidation de la subvention sont inférieurs à 70% du montant total des dépenses courantes de la même année reçoivent :

une subvention forfaitaire journalière qui est fixée à :

— 1 260 francs par mère;

— 838 francs par enfant de moins de sept ans.

Art. 9. L'Office de la Naissance et de l'Enfance détermine les dépenses courantes et les frais de personnel dont il est question aux articles 7 et 8.

Art. 10. Les taux d'intervention de l'Office de la Naissance et de l'Enfance dans les frais d'hébergement des mères et des enfants, dans les maisons maternelles, sont payés par lui, à condition qu'aucune autre subvention ne soit versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir public ou un organisme public.

Art. 11. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public effectue le placement d'une mère ou d'une future mère mineure dans une maison maternelle, il intervient à concurrence des taux journaliers fixés aux articles 7 et 8.

Art. 12. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public est dans l'impossibilité d'acquitter les taux visés aux articles 7 et 8, l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut, dans la limite de ses crédits, supporter la différence entre l'intervention de cet organisme et lesdits taux, exceptés pour les placements effectués à l'initiative de l'Administration de l'Aide à la Jeunesse.

Art. 13. La maison maternelle réclame une participation financière à la mère ou à la future mère dont le montant ne dépasse pas un tiers de ses revenus hors allocations familiales.

Art. 14. L'Office de la Naissance et de l'Enfance peut octroyer des avances sur subventions aux pouvoirs organisateurs des maisons maternelles selon des modalités fixées par lui.

Art. 15. Les interventions prévues aux articles précédents ne sont allouées que dans les limites des crédits prévus à cette fin au budget de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 16. Le présent Arrêté remplace l'article 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 décembre 1994 fixant les modalités de subventionnement pour 1994 des centres d'accueil, maisons maternelles et pouponnières.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1995.

Bruxelles, le 12 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de la Politique de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Normes personnel	Annexe 1	En cas d'hébergement accompagné
Direction	1	1
Assistantes sociales, infirmières ou psychologues	1 pour 8 mères	1 pour 8 mères
Educateurs	1 pour 4 mères	1 pour 8 mères

En outre, le personnel chargé de l'accueil des enfants devra au moins disposer d'un brevet de puériculteur(trice).
Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement des maisons maternelles.

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 95 - 2619

[S - C - 29349]

12 MEI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen aan moedertehuizen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;
Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" en inzonderheid op artikel 2;
Gelet op het decreet van 22 december 1994 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995 basistoelage 41.01.12 - Organieke afdeling 25 - Titel I;
Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 30 maart 1995;
Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 6 april 1995;
Overwegende dat de huidige nadere regels voor de toekenning van toelagen van de moedertehuizen moeten gewijzigd worden om een grotere financiële doorzichtigheid en een grotere billijkheid tussen de instellingen te garanderen;
Op de voordracht van de Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid het Kind en de Gezondheids promotie behoren;
Gelet op de beraadslaging van de Regering van 2 mei 1995,

Besluit :

Artikel 1. Het moedertehuis heeft als opdracht iedere moeder of toekomstige moeder samen met haar kind(eren) op te nemen die momenteel niet in staat is haar fysieke, psychologische of sociale moeilijkheden op te lossen en voor wie een opnemings en een psycho-sociale begeleiding nodig blijken om haar te steunen in het bereiken of het hervatten van haar zelfstandigheid en haar maatschappelijke inschakeling of wederinschakeling. Het moedertehuis bouwt een pedagogisch ontwerp uit aangepast aan het jonge kind en aan zijn moeder.

Art. 2. De opnemings duurt ten hoogste 9 maanden behoudens afwijking waarvan de voorwaarden en de voorzieningen door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" worden bepaald.

Art. 3. De "Office de la Naissance et de l'Enfance" stelt de capaciteiten voor de erkenning van de moedertehuizen vast.

Art. 4. De maximale capaciteit voor de kinderen wordt berekend op basis van de erkenningscapaciteit vermenigvuldigd met 1,5.

Art. 5. Om erkend te worden moet een moedertehuis aan de volgende voorwaarden voldoen :

- iedere moeder of toekomstige moeder met haar kind(eren) 24 uren op 24 onthalen die in nood verkeert;
- doorlopend een geschoold opvoeder of een geschoold nachtwaker ter beschikking houden;
- over een geschoold pluridisciplinaire ploeg beschikken waarvan de normen in bijlage 1 nader bepaald zijn.

Art. 6. Een moedertehuis kan met de toestemming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" een begeleide opnemings voorzien, bedoeld om iedere moeder of toekomstige moeder met een of verschillende kinderen op te vangen, na een verblijf in een moedertehuis om haar voor te bereiden op een autonoom bestaan met de hulpverlening van een geschoold pluridisciplinaire ploeg waarvan de normen in bijlage 1 nader bepaald worden.

Art. 7. De "Office de la Naissance et de l'Enfance" komt tegemoet in de opnemingskosten van de erkende moedertehuizen volgens de hierna bepaalde bedragen :

1° De moedertehuizen waarvan de personeelsuitgaven voor het jaar dat aan de vereffening van de toelage voorafgaat hoger zijn dan 70 % van het totaal bedrag van de lopende uitgaven van hetzelfde jaar krijgen :

a) een forfaitaire dagelijkse toelage die vastgesteld is op :

- 1 465 frank per moeder;
- 1 065 frank per kind onder zeven jaar;

b) wat de begeleide opnemings betreft, is het bedrag van de forfaitaire toelage vastgesteld op :

- 1 178 frank per moeder;
- 453 frank per kind onder zeven jaar.

2° De moedertehuizen waarvan de personeelsuitgaven voor het jaar dat aan de vereffening van de toelage voorafgaat lager zijn dan 70 % van het totaal bedrag van de lopende uitgaven van hetzelfde jaar krijgen :

a) een forfaitaire toelage die vastgesteld is op :

- 1 363 frank per moeder;
- 1 065 frank per kind onder zeven jaar;

b) wat de begeleide opnemng betreft, is het bedrag van de forfaitaire dagelijkse toelage vastgesteld op :

- 1 076 frank per moeder;
- 453 frank per kind onder zeven jaar.

Art. 8. De moedertehuizen die op de dag waarop dit besluit in werking treedt niet alle in artikel 5 bepaalde voorwaarden vervullen, hebben ten hoogste twee jaar om zich ernaar te schikken.

In afwachting dat zij de nodige schikkingen hebben getroffen, komt de "Office de la Naissance et de l'Enfance" tussen in de opnemingskosten naar rata van de hierna bepaalde bedragen :

1° De moedertehuizen waarvan de personeelsuitgaven voor het jaar dat aan de vereffening van de toelage voorafgaat hoger zijn dan 70 % van het totaal bedrag van de lopende uitgaven van hetzelfde jaar krijgen :

een forfaitaire dagelijkse toelage die vastgesteld is op :

- 1 363 frank per moeder;
- 838 frank per kind onder zeven jaar.

2° De moedertehuizen waarvan de personeelsuitgaven voor het jaar dat aan de vereffening van de toelage voorafgaat lager zijn dan 70 % van het totaal bedrag van de lopende uitgaven van hetzelfde jaar krijgen :

een forfaitaire dagelijkse toelage die vastgesteld is op :

- 1 260 frank per moeder;
- 838 frank per kind onder zeven jaar.

Art. 9. De "Office de la Naissance et de l'Enfance" stelt de lopende en de personeelsuitgaven vast waarvan sprake in de artikelen 7 en 8.

Art. 10. De bedragen van de tegemoetkoming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" in de opnemingskosten van de moeders en de kinderen in de moedertehuizen worden door deze dienst uitbetaald, op voorwaarde dat er geen enkele andere toelage aan de instelling wordt uitgekeerd voor eenzelfde gerechtigde door een openbare macht of een overheidsinstelling.

Art. 11. Wanneer een overheidsmacht of een overheidsinstelling overgaat tot de plaatsing van een minderjarige moeder of toekomstige moeder in een moedertehuis, komt zij tussen naar rata van de in de artikelen 7 en 8 bepaalde dagelijkse bedragen.

Art. 12. Wanneer het een overheidsmacht of een overheidsinstelling onmogelijk is de in de artikelen 7 en 8 bedoelde bedragen te vereffenen, kan de "Office de la Naissance et de l'Enfance" binnen de perken van haar kredieten, het verschil tussen de tegemoetkoming van deze instelling en bedoelde bedragen dragen, behoudens voor de plaatsingen verricht op initiatief van het Bestuur voor Hulpverlening aan de Jeugd.

Art. 13. Het moedertehuis eist een geldelijke tegemoetkoming van de moeder of de toekomstige moeder waarvan het bedrag niet hoger is dan een derde van haar inkomsten, de kinderbijslag niet in acht genomen.

Art. 14. De "Office de la Naissance et de l'Enfance" kan voorschotten op toelage toekennen aan de inrichtende machten van de moedertehuizen volgens de door deze dienst vastgestelde modaliteiten.

Art. 15. De in de vorige artikelen voorziene tegemoetkomingen worden slechts toegekend binnen de perken van de kredieten die daartoe voorzien zijn in de begroting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

Art. 16. Dit besluit vervangt artikel 3 van het besluit van 27 december 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1994 aan de opvangcentra, moedertehuizen en kinderdag- en -nachtverblijven.

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1995.

Brussel, 12 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap, belast met Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 1

Normen voor het personeel		Bij begeleide opnemng
Directie	1	1
Maatschappelijke assistenten, verpleegsters of psychologen	1 voor 8 moeders	1 voor 8 moeders
Opvoeders	1 voor 4 moeders	1 voor 8 moeders

Bovendien moet het personeel belast met de opvang van de kinderen houder zijn van ten minste een brevet van kinderverzorger (-verzorgster).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen aan de moedertehuizen.

De Minister-Voorzitter,
Mevr. L. ONKELINX